

317 M



A la veille de la Confédération:
la Grande Coalition du 22 juin 1864.
Propos d'actualité

Alfred Dubuc

COMMISSION SUR L'AVENIR POLITIQUE
ET CONSTITUTIONNEL DU QUÉBEC

Assemblée nationale du Gouvernement du Québec

A la veille de la Confédération: la Grande

Coalition du 22 juin 1864.

Propos d'actualité

Mémoire présenté par le professeur
Alfred Dubuc du Département
d'histoire de l'UQAM

Octobre 1990

A LA VEILLE DE LA CONFÉDÉRATION: LA GRANDE COALITION
DU 22 JUIN 1864

La remise en cause de la constitution du Canada stimule l'intérêt pour la compréhension des circonstances qui ont conduit à la Confédération. On affirme aujourd'hui, comme jadis, qu'il faut savoir s'élever au-dessus des divergences de partis pour s'unir en un consensus national: en contrepartie, on nous présente la période de l'Union (1841-1867) comme une étape ayant permis aux Canadiens des deux groupes ethniques et des deux régions du Canada (Canada de l'Est, ou Québec et Canada de l'ouest, ou Ontario) de se rapprocher les uns des autres, de s'habituer à une vie politique harmonieuse et d'en arriver à une entente assurant la réussite de la Confédération.

Quelques-uns de nos hommes politiques se sont faits récemment l'écho de George Brown, un des Pères de la Confédération, dans son appel à un consensus national. L'historiographie lui impute un rôle majeur dans l'avènement de la Confédération; il est important de voir les circonstances précises dans lesquelles il s'est exprimé, comment, en entraînant son parti à renier les principes qu'il avait âprement défendus et à rompre l'alliance qui l'avait associé depuis plusieurs années aux réformistes du Canada de l'Est dirigés par Antoine-Aimé Dorion, il laissait le champ libre à la réalisation d'un projet de société, appuyé sur un vaste programme de développement économique axé sur l'empire britannique et soutenu par les Macdonald, Cartier, Galt, etc. Emporté par l'urgence de séparer l'Ontario du Québec, l'homme politique de Toronto s'était résolu à fermer les yeux sur tout le reste. Il ne faudrait pas que l'appel au silence qu'on nous adresse aujourd'hui occulte la réalité des circonstances de privatisation,

de déréglementation et de resserrement des politiques sociales dans lesquelles nous nous trouvons aujourd'hui, non plus que l'existence des liens qui viennent de nous amarrer, par le traité de libre-échange, à un nouvel empire, l'empire américain.

Par contre, une certaine historiographie canadienne, davantage répandue au Canada anglais, mais non absente du Canada français, présente la période précédant la Confédération comme une époque durant laquelle les Canadiens des deux origines ethniques apprirent à vivre dans l'entente, dans le compromis, dans la conciliation; cet esprit aurait permis l'arrivée de la Confédération; le grand héros en aurait été George Brown et l'événement déclencheur, la Grande Coalition du 22 juin 1864. Cette interprétation repose sur une telle distorsion des faits qu'il s'impose, dans la situation actuelle, de faire la lumière sur les circonstances réelles de la vie politique sous l'Union, en particulier sur l'incapacité des deux régions du Canada de s'accorder sur des questions fondamentales et des politiques majeures et sur la nécessité de leur séparation pour que puisse se réaliser la Confédération.

Ce fut précisément une des causes immédiates de la Confédération que la détermination de rompre la Province unie du Canada, de séparer ses deux sections, le Canada de l'Est et le Canada de l'Ouest (Canada East, Canada West), qui allaient devenir les provinces de Québec et d'Ontario. Cette rupture, souhaitée depuis plusieurs années, devint subitement possible le 22 juin 1864 par le rapprochement de partis politiques jusque-là

irréconciliables dans une coalition jugée impossible voire, même, unimaginable, qu'on appellera la Grande Coalition.

Les causes d'un événement aux conséquences aussi considérables sont nombreuses et se situent dans des perspectives temporelles d'inégales durées et dans des horizons géographiques plus ou moins éloignés. Il peut être dangereux et trompeur de les réduire aux causes immédiatement prochaines; pourtant, les causes médiate, après avoir joué pendant un certain temps dans un univers géographique plus vaste, s'unissent à des circonstances locales et à des causes prochaines en un faisceau de concordances qui provoquent l'événement. Il est indispensable d'examiner les premières pour mieux comprendre la nature et l'efficacité des secondes.

La Confédération doit être envisagée dans la perspective des transformations des politiques impériales de l'Angleterre, des péripéties de la Guerre de Sécession aux États-Unis, de la naissance du capitalisme canadien, de l'histoire de la démocratie au Canada, de l'impasse constitutionnelle des années 1860 et, finalement, des circonstances immédiates ayant conduit à la Grande Coalition du 22 juin 1864.

1. Les politiques impériales de l'Angleterre

Depuis 1830, à part quelques brèves interruptions de pouvoir conservateur (1834-35, 1852, 1858-59), le gouvernement de Londres avait été dirigé par des partis à tendance libérale: le parti Whig, seul ou en association avec le parti libéral ou avec la faction libérale du parti

conservateur (Peelites) ou le parti conservateur dominé par cette faction libérale (le ministère de Peel, septembre 1841 - juin 1846). Trois grands mouvements s'étaient répandus en Angleterre et avaient gagné les groupes libéraux du Parlement qui allaient entraîner celui-ci à infléchir considérablement sa politique à l'égard de l'Empire: le mouvement de "colonisation systématique", celui de la "Petite Angleterre" et le libre-échangeisme. La conjonction de ces trois mouvements -- différents les uns des autres, par ailleurs -- à ce moment de l'histoire d'Angleterre, permit une large libéralisation des politiques coloniales. Le premier, inspiré par Bentham et, plus récemment, par Wakefield (qui accompagnait Durham et était un ami de Sydenham), préconisait une forte émigration vers les colonies des populations pauvres de l'Angleterre et une exportation massive des capitaux -- dont le rendement baissait en Grande-Bretagne -- pour financer les grands travaux (moyens de transport: canaux et chemins de fer) et profiter de vastes spéculations foncières accompagnant la colonisation.

Le mouvement de la "Petite Angleterre" préconisait un désengagement de la Grande-Bretagne vis-à-vis de ses colonies, surtout à cause du poids sur les finances publiques des dépenses des administrations coloniales-- principalement celles de la défense. Les milieux qui portaient ce mouvement reprochaient aux Canadiens de ne pas prendre en charge leur propre défense alors qu'une autonomie importante leur avait été concédée, en 1848, avec la responsabilité ministérielle. Aux yeux de ces milieux, il était tout aussi facile pour l'Angleterre -- et moins coûteux -- d'établir des relations commerciales et financières avec des pays autonomes; le lien ainsi créé pouvait être aussi contraignant que le lien politique formel qui

attachait les colonies à la métropole; ainsi prenait naissance ce que l'on allait appeler "l'empire informel" de la Grande Bretagne. Ces milieux préconisaient qu'une plus large autonomie soit accordée aux colonies à la condition que celles-ci prennent en charge le coût de leur administration et de leur défense; certains envisageaient même carrément la rupture du lien colonial.

Une variante plus radicale de ce mouvement avait trouvé expression au Parlement: les troupes britanniques pouvaient être utilisées en colonie, à leur insu, de la part des oligarchies coloniales dans la poursuite de leurs intérêts propres qui allaient à l'encontre des objectifs de la défense de l'empire; ainsi, en Nouvelle-Zélande, les colons blancs auraient sciemment provoqué les Maoris, entraînant l'intervention désirée de l'armée impériale, nécessaire pour s'emparer des territoires convoités; de la même façon, au Bas-Canada, l'oligarchie locale aurait, à dessein, précipité la Rébellion, de telle sorte que l'armée impériale mât les Patriotes; Wakefield s'était fait le porte-parole à la Chambre des Communes de cet argument utilisé pour démontrer la nocivité, en certaines circonstances, de la présence de l'armée impériale en colonie et l'importance d'en réduire les effectifs, sinon de la rapatrier totalement.

Le libre-échange, instauré en 1846, avait entraîné automatiquement la disparition des préférences tarifaires que l'Angleterre accordait aux produits qu'elle importait des colonies. Depuis 1843, à l'occasion de la loi sur le blé du Canada, les Canadiens profitaient d'une préférence absolue, même à l'encontre du blé des autres colonies (cette préférence

s'étendait même à la farine produite de la mouture au Canada de blé importé des États-Unis). La disparition de ces préférences avait provoqué au Canada une vive inquiétude qui s'était exprimée, de la part de certains, dans le fameux manifeste annexioniste, proposant le rattachement du Canada aux États-Unis; elle avait aussi inspiré l'Angleterre à favoriser l'établissement de relations commerciales nouvelles entre l'ensemble de ses colonies d'Amérique du Nord et les États-Unis et à négocier un traité de réciprocité commerciale (1854).

Par contre, les politiques tarifaires des ministres des finances du Canada, à l'occasion de la crise économique de 1857-1858, Cayley, en 1858, et Galt, en 1859, furent interprétées comme instaurant le protectionnisme et suscitèrent la colère autant en Angleterre qu'aux États-Unis.

En Angleterre, la concordance de ces trois grandes influences allait influencer considérablement l'opinion favorable à une autonomie plus grande des colonies, particulièrement les colonies d'Amérique du Nord. Déjà en 1846, on avait décidé d'accorder aux gouvernements des colonies la responsabilité ministérielle, qui sera instaurée au Canada en 1848. emportant un degré d'autonomie relativement élevé; la Confédération se situera dans cette ligne de tendance.

2. La Guerre de Sécession

Le nationalisme américain, fondé sur une idéologie puissante, la Manifest Destiny, inspirait des politiques d'acquisition, d'annexion, voire,

même, de conquête de territoires nouveaux; il devenait manifeste aux yeux des Américains qu'il était de leur destin d'assumer la responsabilité de tout le territoire de l'Amérique du Nord; au nom de cette doctrine, l'annexion du Texas et l'invasion du Nouveau-Mexique et de la Californie, durant les années quarante, avaient été une quasi-croisade, l'acquisition de la Louisiane et, bientôt (1867), de l'Alaska, une nécessité; depuis que l'armée américaine avait commencé d'envahir le territoire du Canada en 1776 et en 1812-14 et que le gouvernement des États-Unis avait obtenu du gouvernement de la Grande-Bretagne de gruger le territoire du Canada lors de la fixation des frontières du Maine (1842) et de l'Oregon (1846), l'annexion du Canada était devenue une hypothèse souhaitable, qu'une politique commerciale adéquate pouvait réaliser. Deux lois de 1845 et 1846 permettaient, à toutes fins pratiques, le transit en territoire américain des marchandises à destination ou en provenance du Canada, mesures de rétorsion envers la Grande Bretagne, prises au lendemain de la loi britannique sur le blé du Canada; le traité de réciprocité commerciale signé en 1854 serait le premier d'une série devant peut-être conduire éventuellement à l'annexion du Canada; par contre, lorsque, en 1865, Washington donna à l'Angleterre le préavis de un an de son intention de ne pas retenir l'entente, certains milieux influents des États-Unis voyaient dans cette mesure une façon de faire chuter le commerce des colonies britanniques à un niveau tellement bas que celles-ci en viendraient à demander elles-mêmes leur annexion. L'imprécision des projets de l'Angleterre concernant le sort de la Compagnie de la Baie d'Hudson et l'avenir des territoires sur lesquels s'étendait son monopole -- la Terre de Rupert (bassin hydrographique de la baie d'Hudson) et les Territoires du Nord-

Ouest -- laissait craindre aux Canadiens, surtout ceux du Canada de l'Ouest, que les Américains n'en profitent pour tenter d'annexer ces territoires: déjà, quelques sénateurs du Congrès avaient exprimé des propositions hardies et des compagnies ferroviaires du Minnesota avaient fait connaître leurs projets de construire une voie le long de la rivière Rouge jusqu'aux établissements de la Compagnie de la Baie d'Hudson à Fort Garry (Winnipeg), donnant prise à la crainte, chez les Canadiens, d'une autre tentative préalable d'annexion.

Par contre, le peuple américain était divisé à propos de problèmes fondamentaux -- division cristallisée dans l'opposition entre les États du Nord et les États du Sud: le problème de l'esclavage, celui de l'influence prépondérante sur le développement de l'Ouest et, finalement, celui qui allait donner son nom à la guerre civile qui éclaterait bientôt, le problème du droit à la sécession (nous dirions, aujourd'hui, le droit à l'autodétermination); les États du Sud soutenaient que la constitution des États-Unis accordait aux États une autonomie allant jusqu'au droit à la sécession; les États du Nord, à l'opposé, prétendaient que la constitution conférait au gouvernement central un pouvoir de centralisation considérable. La guerre civile éclatera en 1861 et durera jusqu'en 1865; pendant cette période, il aura été décidé que les colonies britanniques d'Amérique du Nord se regroupaient en Confédération.

La Guerre de Sécession intéresse la Confédération pour trois séries de circonstances: les dangers d'une guerre entre les États-Unis et la Grande Bretagne -- qui pourraient servir de prétexte aux Américains pour

envahir le Canada; les dépenses considérables encourues par l'Angleterre pour la défense du Canada; finalement, les conséquences tragiques, dont elle donnait l'illustration, du fonctionnement d'un modèle de Confédération, modèle dont, aux yeux de certains, il faudrait s'écarter.

La Guerre de Sécession avait éclaté en avril 1861; l'Angleterre se déclara formellement neutre, mais elle aura de la peine à masquer la préférence qu'elle accordait à la cause des États du Sud. L'affaire du Trent, le 8 novembre, faillit entraîner une déclaration de guerre entre la Grande-Bretagne et les États-Unis; le gouvernement britannique dépêcha au Canada une armée de 14,000 hommes qui arriva en décembre, un moment où les eaux du St-Laurent prenaient glace, et qui dut, de peine et de misère, dans la neige, avec des moyens rudimentaires, se rendre à Québec depuis St-Jean, au Nouveau-Brunswick, sur la baie de Fundy. Pendant ce temps, le gouvernement du Canada avait pris des mesures d'urgence pour remettre en état tous les postes de défense du pays. Le cabinet conservateur de Cartier et John A. Macdonald créa le ministère de la Milice, attribué à Macdonald lui-même; en mars 1862, le gouvernement présenta un projet de loi sur la milice dont le coût parut exorbitant au Parlement qui le refusa.

L'affaire eut des conséquences considérables. L'expédition militaire avait coûté très cher à l'Angleterre qui s'était montrée pressante auprès du gouvernement du Canada pour qu'il augmentât largement sa participation à sa propre défense; le rejet du budget de la Milice par le Parlement du Canada fut interprété en Angleterre comme un refus des Canadiens

d'assumer les conséquences de l'autonomie qui leur avait été accordée par la responsabilité ministérielle. Par ailleurs, les avatars de l'armée britannique sur la route de la rivière St-Jean et du lac Témiscouata rendaient évidente, aux yeux de plusieurs, l'urgence de construire le chemin de fer Intercolonial entre les colonies Maritimes et le Canada -- pour des raisons de défense cette fois. La compagnie du Grand Tronc avait déjà construit, quasi en pure perte, la section de Lévis à Rivière-du-Loup; le gouvernement du Canada demandait à l'Angleterre de lui accorder la garantie impériale pour un emprunt que nécessiterait le financement de cette construction.

Les forces sudistes eurent le dessus sur les armées du Nord jusqu'en été de 1863; la victoire de celles-ci à la bataille de Gettysburg (1-3 juillet) marqua leur changement de fortune: la guerre serait gagnée par le Nord. Cette éventualité provoqua de fortes craintes au Canada car les forces armées du Nord étaient considérables (un million d'hommes) et l'opinion du Nord à l'endroit de l'Angleterre et du Canada était de plus en plus agressive. L'automne de 1863 et l'année 1864 furent particulièrement fébriles à cet égard; des groupes de Sudistes et de leurs partisans entreprirent des actions, de la nature de la guerre de guérilla, contre le Nord, depuis le territoire des colonies britanniques du Nord, particulièrement du Canada de l'Ouest par le lac Érié (affaire de l'île Johnson, du vaisseau U.S.S. Michigan, du bateau Georgia), des colonies maritimes (affaire du navire postal Cheasapeake) et du Canada oriental (le raid de St.Albans, dans le Vermont, depuis Montréal). De nouveau, on craignait la guerre au Canada; les Américains annoncèrent qu'ils dénonceraient le traité de réciprocité commerciale et le traité Rush-Bagot (1817, qui

interdisait tout armement naval sur les Grands Lacs) et qu'ils aboliraient le privilège de transit des marchandises sur leur territoire (seule la première menace sera effectivement mise à exécution).

C'est à ce moment que se répandit en Grande-Bretagne, dans certains milieux, l'opinion qu'une armée impériale trop forte, stationnée au Canada, pouvait constituer un appât pour les armées américaines et servir de prétexte à une invasion du Canada; dans cette optique, il serait préférable de retirer les troupes de la colonie.

Il ressortit de tout cela, à travers l'ensemble des colonies britanniques d'Amérique du Nord, un fort sentiment d'insécurité, aggravé par les pressions exercées auprès de chacune par l'Angleterre pour qu'elle assume davantage de sa défense, en même temps que de nouvelles stratégies militaires étaient élaborées favorisant le retrait des troupes des colonies pour assurer une meilleure défense des îles britanniques, devenues vulnérables devant les circonstances de la montée du militarisme prussien. La nécessité d'une défense commune de toutes les colonies britanniques d'Amérique du Nord s'imposait de plus en plus dans l'esprit de plusieurs et favorisait la diffusion du projet de leur unification politique, lié à celui de la construction de l'Intercolonial.

Au-delà des circonstances militaires, la guerre de Sécession servira d'illustration des effets que d'aucuns imputaient à des faiblesses inhérentes d'un certain mode de confédération. Pour George-Étienne Cartier, la faiblesse majeure de la constitution des États-Unis tenait au régime

présidentiel et à l'absence du principe de la responsabilité ministérielle; il s'était opposé à l'élection des conseillers législatifs; durant les discussions sur la Confédération, il sera un farouche adversaire de l'élection des sénateurs; pour John A. Macdonald, elle tenait au principe confédératif lui-même qui enlevait au pouvoir central le plein exercice de la souveraineté absolue; et un régime présidentiel sans responsabilité ministérielle qui donnait à l'exécutif un pouvoir incontrôlé; c'est pourquoi il commencera par préconiser une union législative, c'est-à-dire une constitution reposant sur un seul gouvernement; il n'en viendra à accepter le principe confédératif que moyennant la condition d'un gouvernement central fort, doté des pouvoirs fondamentaux et, surtout, du pouvoir résiduaire.

L'on ne doit donc pas négliger de prendre en considération les circonstances de la guerre de Sécession lorsqu'on recherche les causes de la Confédération canadienne.

3. Le capitalisme canadien

Il est né au Canada durant la période de l'Union; grâce à de nouvelles politiques impériales favorisant l'émigration et l'exportation du capital de la Grande-Bretagne et le développement des colonies. de grands travaux furent entrepris au Canada, d'abord avec des capitaux publics -- la première voie maritime du St-Laurent (1842-1848) -- puis avec l'association de capitaux publics, de capitaux privés canadiens et de capitaux privés importés, principalement de la City -- les chemins de fer (1847-1860).

Certaines institutions d'Ancien Régime furent abolies: la Coutume de Paris et le régime seigneurial, dans le Canada oriental, les réserves du clergé, dans le Canada de l'Ouest; la loi d'usure interdisant un taux d'intérêt supérieur à 6% fut retranchée. Des institutions plus propices au nouveau système furent établies: en particulier, le Code civil dans le Canada de l'Est, et la loi des compagnies pour l'ensemble du pays. Le Code civil donnait une définition plus précise du droit de propriété privée et prononçait le caractère inviolable de l'obligation contractuelle. La loi des compagnies introduisait la notion de responsabilité limitée et élargissait la possibilité de démultiplication du droit de propriété sous forme d'actions, favorisant ainsi la cueillette de la petite épargne et permettant l'essor d'un marché spécifique -- la Bourse des valeurs mobilières -- sur lequel la spéculation deviendrait un mécanisme incontournable. Les entreprises de chemin de fer tirèrent rapidement avantage des possibilités nouvelles; la construction ferroviaire exigeait, de la part de chaque entreprise, la cueillette d'une quantité considérable de capitaux qui dépassait les possibilités des seuls promoteurs; la spéculation boursière devint rapidement un accessoire indispensable de cette cueillette et on découvrit rapidement qu'en s'adonnant à certaines manipulations financières et comptables on pouvait tirer, de la spéculation elle-même sur les titres, un profit autonome, indépendant des rendements réels de l'entreprise; ainsi, dans tous les pays en voie d'industrialisation, le capitalisme prenait de la sorte des caractéristiques nouvelles qui, dorénavant, définiraient sa nature même.

Et il n'en allait pas autrement au Canada qu'en Angleterre, en France ou aux États-Unis; l'entreprise du Grand Tronc, lancée en 1852

par l'une des plus grandes firmes anglaises de construction ferroviaire, la Peto, Brassey, Jackson & Betts, avec l'appui du gouvernement du Canada, grâce à son premier ministre Francis Hincks, donna, à l'époque, la plus belle illustration du mode de fonctionnement de ce nouveau capitalisme: à cause du petit nombre de la population et de la maigreur des lieux d'accumulation du capital, les grands projets du capitalisme canadien-- essentiellement, à l'époque, les chemins de fer et la navigation océanique -- ne pourraient trouver le jour et se développer qu'avec l'aide de capitaux étrangers et de capitaux de l'État, distribués avec complaisance: "Ma politique est celle des chemins de fer" avait annoncé Allan Napier MacNab, premier ministre succédant à Francis Hincks (1854), président de la compagnie ferroviaire Great Western, approuvé par les ministres et les députés de presque tous les partis qui siégeaient aux conseils d'administration des compagnies de chemin de fer de l'époque. Le capitalisme canadien prenait déjà une caractéristique qu'il n'allait plus abandonner.

La loi de 1849, accordant la garantie gouvernementale aux emprunts des compagnies ferroviaires, ne s'appliquait qu'aux grands réseaux (trunk lines). Le mode de financement de la compagnie du Grand Tronc, depuis sa fondation en 1852, et son incapacité de rencontrer toutes ses obligations durant tout le temps de la construction de son vaste réseau avaient entraîné une implication considérable du gouvernement du Canada: des enquêtes, en Angleterre et au Canada, avaient révélé un mode de gestion inefficace en même temps que des manipulations financières qui avaient entaché la réputation d'intégrité de plusieurs hommes politiques. George-Étienne Cartier en était l'avocat général pour les affaires du Canada oriental et Alexander Tilloch Galt en avait été le président, juste avant

d'entrer au ministère Cartier-Macdonald, en 1858, après avoir siégé plusieurs fois au Conseil d'administration; C.J. Brydges, gérant-général de la compagnie et promoteur de la construction de l'Intercolonial, servira d'intermédiaire de John A. Macdonald dans ses approches de George Brown en 1864. Quand Galt avait abandonné la lutte contre Hincks au moment de la formation du Grand Tronc, il avait réussi à vendre toutes ses entreprises ferroviaires à la nouvelle compagnie à un prix qui apparut scandaleusement élevé et avait formé avec Luther H. Holton, David L. Macpherson et Casimair Gzowski, la compagnie C.S. Gzowski & Company; celle-ci avait obtenu le contrat de construction de la voie du Grand Tronc de Toronto à Sarnia, à travers les territoires de la Canada Cy. fondée par son père, John Galt, compagnie-soeur de la British American Land Cy. dirigée pendant plusieurs années par A.T. Galt lui-même, la grande entreprise foncière de la région de Sherbrooke, dont le Grand Tronc traversait déjà les terres. Luther H. Holton, dont la fortune avait été faite dans la navigation à vapeur et l'exportation du blé, avait participé à plusieurs des compagnies ferroviaires de Galt intégrées au Grand Tronc en 1852 et avait accédé avec ce dernier au Conseil d'administration de cette compagnie, dont ils se feront tous les deux, éventuellement, les défenseurs auprès du gouvernement. Holton sera ministre des finances dans le gouvernement réformiste John Stanfield Macdonald -- Antoine-Aimé Dorion (1863-4). David L. Macpherson avait eu le même parcours que Luther Holton, d'abord dans la navigation à vapeur puis dans les chemins de fer; proche du gouvernement conservateur et ami de John A. Macdonald, il sera un conseiller écouté du parti et l'un de ses plus importants pourvoyeurs de fonds; il jouera un rôle de premier plan dans

le partage des biens entre l'Ontario et le Québec, au lendemain de leur séparation. La compagnie C.S. Gzowski sera impliquée dans des transactions -- qui seront dénoncées -- de spéculation foncière sur les terres de la Couronne, dans la région de Sarnia; Galt et Holton s'étaient retirés de la compagnie et avaient vendu leurs actions en 1858, avant de se présenter aux élections, mais il avait été entendu au préalable, avec leurs deux autres associés, qu'ils pourraient retirer leurs parts des profits de cette spéculation quand celle-ci serait éventuellement complétée. Ils s'étaient aussi retirés tous les deux du conseil d'administration de la compagnie du Grand Tronc.

L'année 1858 marquait un tournant majeur dans la carrière politique de Galt; il avait été jusque-là réformiste; plus que cela, il était membre du groupe des Rouges; député de Sherbrooke sous l'étiquette Rouge depuis quelques élections, il s'était présenté comme indépendant à celle de l'automne 1857; en juillet 1858, il avait présenté à l'Assemblée une proposition pour l'étude d'un projet de confédération entre les deux régions du Canada, -- séparées l'une de l'autre, auxquelles pourraient éventuellement se joindre les colonies maritimes et les territoires du Nord-Ouest et de la Terre de Rupert. Étant finalement passé au parti conservateur, il avait accepté d'accéder au ministère Cartier-John A. Macdonald en août 1858, à la condition expresse qu'un projet de Confédération soit accepté par le gouvernement: le projet comportait maintenant une Confédération étendue à toutes les colonies britanniques d'Amérique du Nord -- mais impliquait toujours la séparation du Canada en deux provinces. Le cabinet adopta le projet et Cartier, Ross et Galt

furent délégués en Angleterre pour le présenter au gouvernement britannique et discuter des problèmes des territoires de la Baie d'Hudson et du chemin de fer Intercolonial; à Londres, des délégués de Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick se joignirent aux Canadiens pour discuter principalement d'une aide financière du gouvernement impérial à la construction de l'Intercolonial; le projet avorta devant une certaine indifférence du gouvernement de Londres et son refus d'une aide financière.

L'année 1862 fut particulièrement dure pour la compagnie du Grand Tronc; des difficultés financières et administratives la conduisirent aux bords de la faillite et à une réorganisation de son conseil d'administration; la faillite ne fut évitée que par l'interdiction faite aux créanciers, par une loi spéciale de l'Assemblée, de poursuivre la compagnie -- leurs créances avaient été transformées en actions -- et par une aide financière supplémentaire du gouvernement du Canada (A.-A. Dorion démissionna pour cette raison du ministère réformiste de John Standfield Macdonald et Louis-Victor Sicotte, en octobre); un nouveau président fut élu, Edward Watkin. Celui-ci, à l'instar de beaucoup d'hommes d'affaires en difficulté, imagina que le salut de sa compagnie viendrait d'une fuite en avant de l'investissement: en construisant la voie ferrée qui unirait le Canada, les établissements de la Compagnie de la Baie d'Hudson à la Rivière-Rouge et les deux colonies, sur les rives de l'océan Pacifique de l'île de Vancouver et de la Colombie britannique (qui seront bientôt regroupées en une seule colonie). Watkin vint deux fois au Canada en 1862 pour négocier de nouvelles subventions du gouvernement et s'enquérir des problèmes de la compagnie; à Londres, le 8 août 1862, dans une réunion spéciale des

actionnaires, il prononça ces mots:

Un grand empire britannique peut se développer à l'Ouest du Canada. L'esprit des hommes se tourne à nouveau vers la vision des Jésuites français d'il y a deux cents ans, d'une route vers l'Orient à travers un territoire qui est aujourd'hui entièrement britannique, vers les eaux de l'océan Pacifique.

Deux opérations politiques majeures étaient indispensables à la réalisation de ces vastes projets: le regroupement de toutes les colonies britanniques d'Amérique du Nord et l'abandon, par la compagnie de la Baie d'Hudson, de prérogatives politiques, conférées par sa charte, sur l'administration des territoires sur lesquels s'appliquait son monopole commercial: les territoires du Nord-Ouest et la Terre de Rupert.

Dorénavant, Watkin se ferait en Angleterre un ardent défenseur du projet de regroupement; en ce qui concernait la compagnie de la Baie d'Hudson, après avoir essuyé le refus d'un droit de passage pour la construction d'une ligne télégraphique et un autre refus pour la construction d'une voie ferrée. Watkin s'associa aux deux banquiers de la compagnie, Thomas Baring et George Carr Glyn, qui étaient aussi les banquiers londoniens du gouvernement du Canada, dans la fondation d'une société financière, la International Financial Society, dont la fonction serait d'acquérir la majorité des actions de la Compagnie de la Baie d'Hudson et de saisir le contrôle de son conseil d'administration: l'opération était terminée à l'été de 1863; il serait désormais aisé à la compagnie de négocier avec le gouvernement du nouveau pays qui serait fondé les conditions de la reddition des prérogatives politiques de sa charte (en

1869, George-Étienne Cartier mènera cette négociation au nom ... du gouvernement du Canada!).

Le capitalisme canadien, allié du gouvernement du Canada et du capitalisme britannique, contribuait, pour sa part, à l'avènement de la Confédération canadienne.

4. La démocratie canadienne

L'Angleterre avait imposé l'union des deux Canada en croyant régler de cette manière les difficultés constitutionnelles qui avaient conduit aux Rébellions. Le libéralisme de Lord Durham et de Charles Poulett Thomson (Lord Sydenham) était profondément imbu de l'idéologie whig, suivant laquelle la civilisation anglo-saxonne était supérieure à toute autre et devait dominer. Durham avait vu dans les affrontements politiques du Bas-Canada, écrivait-il, un conflit entre deux races: il lui était évident que la supérieure devait dominer sur l'autre, qui devait disparaître.

Le gouvernement britannique voulut prendre des moyens efficaces pour y arriver; les deux colonies seraient regroupées de façon à ce que, à moyen terme, grâce à l'immigration britannique, la population deviendrait majoritairement anglophone; dans l'immédiat, la population francophone serait privée de l'avantage de sa majorité par l'imposition d'un nombre égal de députés pour chacune des deux sections du Canada uni; la langue française serait interdite au niveau du gouvernement de la colonie. Sur le plan économique, le Bas Canada serait pénalisé par la confusion des

dettes: le Haut Canada en avait accumulé une de \$5,800,000., alors que la Bas Canada accusait un surplus de \$200,000. L'Union s'accompagnait d'un vaste projet de développement; celui de la voie maritime du St-Laurent, pour lequel le gouvernement impérial accordait sa garantie à un emprunt que le Canada uni contractait auprès des banquiers de Londres. L'application de la responsabilité ministérielle, que Durham avait recommandée, était retardée; le suffrage universel n'était pas non plus instauré, le cens électoral reposant toujours sur la propriété.

Cette constitution qu'on appelait une union législative n'en était pas une véritable parce que certaines spécificités de chacune des deux régions étaient maintenues, en particulier, pour le Canada de l'Est, le droit civil français et le régime seigneurial, pour le Canada occidental, le droit civil anglais et le système des réserves du clergé.

Ce modèle de la démocratie britannique n'était pas particulièrement reluisant; il était soutenu par les anciennes oligarchies coloniales, qui ne pouvaient conserver le pouvoir qu'en l'absence de la responsabilité ministérielle; il était rejeté par les éléments réformistes des deux sections du Canada. Ceux du Canada de l'Est refusèrent, au départ, toute collaboration avec le gouvernement, mais ceux du Canada de l'Ouest considérèrent que, en s'alliant à des réformistes du Canada de l'Est, ils pourraient obtenir la majorité parlementaire; le combat à court terme devait être mené pour l'obtention de la responsabilité ministérielle; le principe en sera accepté par le gouvernement britannique en 1846 et accordé en 1848.

A ce modèle de la démocratie britannique, les réformistes opposaient celui de la démocratie américaine, caractérisée par la souveraineté nationale, les institutions républicaines, le principe du suffrage universel et par l'élection directe et généralisée pour un ensemble de fonctions publiques, en premier lieu celles du président et du vice-président; le modèle confédératif était vanté pour l'autonomie locale qu'il respectait; les réformistes radicaux du Canada de l'Est, dénonçant le lien colonial, malgré la plus grande autonomie accordée par la responsabilité ministérielle, préconiseront l'annexion aux États-Unis, vantant l'exemple de la Louisiane francophone. L'élection des membres du Sénat des États-Unis servira de modèle à la réforme du Conseil législatif, en 1856, inaugurant l'élection des conseillers.

Les révolutions de 1848 et l'agitation sociale dans plusieurs pays européens, quels qu'en aient été les succès ou les échecs, avaient inspiré, au Canada, à l'époque du "grand ministère" réformiste de Lafontaine et Baldwin (1848-1851), la formation d'une aile radicale à l'intérieur même de chacun des partis réformistes des deux sections du Canada: impatients de réformes plus profondes et plus rapides, déçus de politiques qu'ils jugeaient timorées et trop modérées, un certain nombre de réformistes du Canada occidental se désolidarisèrent du "Old Reform Party" de Baldwin et formèrent un groupe auquel on donna, d'abord par dérision, le nom de Clear Grits; de la même manière dans le Canada de l'Est, les Rouges, dont le nom était venu à l'esprit de certains qu'avaient scandalisés les événements de Paris, en 1848, s'étaient détachés de plusieurs des politiques du parti de Louis-Hippolyte Lafontaine.

Le problème de la séparation de l'Église et de l'État, posé dans le cadre de la démocratie libérale, n'était résolu ni dans l'une ni dans l'autre section du Canada; au Canada de l'Ouest, les intrusions de l'Église d'Angleterre, de l'Église d'Écosse et de l'Église catholique dans le domaine temporel ou civil provoquaient des réactions de plus en plus vives de la part d'autres groupes religieux et de groupes politiques; le mouvement du "volontarisme", combattant pour l'exclusion du pouvoir des Églises dans le domaine civil, s'exprimait vivement en faveur de la sécularisation de l'Université de Toronto, de l'abolition des réserves du clergé et contre des écoles séparées (catholiques). Il en allait de même et de façon encore plus intense au Canada de l'Est où l'Institut canadien, inspirateur de la pensée réformiste, s'opposait à l'intégrisme croissant de la hiérarchie ultramontaine, celui-ci tiré des enseignements de Rome et sensible aux circonstances de l'unification italienne. Dans les deux sections du Canada, l'Église catholique ne craignait pas d'intervenir dans les élections pour écarter ses ouailles d'un vote en faveur des réformistes radicaux. Et les condamnations de l'Église à l'endroit du libéralisme visaient parfois tout autant les modérés que les radicaux.

L'appartenance religieuse était source d'une autre confusion dans la vie politique: elle définissait l'appartenance "nationale"; Protestants anglophones, Catholiques francophones: ainsi se recouvrait d'une armure sacrée le clivage ethnique; pourtant, l'immigration irlandaise, d'abord en majorité protestante, puis de plus en plus nombreuse chez les Catholiques, avait transposé au Canada les luttes nationales de l'Irlande en les alignant sur les conflits canadiens; la combativité agressive de l'ordre d'Orange en

était venue à viser tous les Catholiques, qu'ils aient été Irlandais ou Francophones; dans la réalité, la concordance des deux clivages n'était donc pas exacte, mais les luttes politiques ne s'embarrassent pas toujours de subtilités fines. Le recoupement des clivages eut pour effet de ralentir les rapprochements entre les réformistes de deux sections du Canada, les radicaux du Canada occidental -- les Clear Grits -- dénonçant de plus en plus vivement l'influence catholique sur la section du pays à majorité francophone et ses conséquences sur la politique générale du pays entier; il leur était devenu évident que se défaire du pouvoir francophone équivalait à se défaire du pouvoir catholique. Par contre, au Canada oriental, les Rouges, victimes des incursions de plus en plus précises de l'Église dans la vie politique, en viendront, pour un temps, à accepter des concessions importantes envers les Clear Grits dans les discussions de réformes constitutionnelles à venir. Peu à peu, le programme de grandes réformes sociales et démocratiques -- qui avait nourri l'alliance des deux groupes -- passait au deuxième plan.

Les conditions politiques de l'Union empêchaient que ne se forment un ou deux grands partis qui auraient pu garder le pouvoir avec une certaine continuité. Les clivages nombreux de la population engendraient la naissance de plusieurs partis qui, par leur grand nombre et leurs petites dimensions, imposaient la formation d'alliances et de coalitions relativement fragiles. Les grandes lignes de clivage reposaient sur les conceptions de la démocratie, sur la religion, sur l'ethnicité, sur la géographie; les lignes multiples de clivage permettaient à un député, parfois, même, à un ministre, d'appuyer ou de ne pas appuyer, au gré des questions débattues, la coalition

au pouvoir, quel qu'ait été le parti auquel il adhérait formellement; la "discipline du parti", telle que nous l'entendons aujourd'hui, était impossible et non souhaitée, étant donné l'indépendance personnelle que chacun revendiquait dans ses options ... et qui lui était reconnue. (La majorité des historiens condamnent ce qu'ils considèrent ce désordre; il faut pourtant reconnaître que cette liberté, mises à part les strictes oppositions de personnes, rendait la vie politique trépidante et beaucoup plus intéressante en ce qu'elle faisait apparaître en plein jour des problèmes majeurs que la discipline de nos partis fait taire).

L'ébauche d'un grand parti était apparue en 1854, au lendemain des élections du mois d'août, quand une impasse avait entraîné la chute du ministère Hincks-Morin, les électeurs ayant élu trois groupes de députés: les réformistes modérés, les conservateurs et les réformistes radicaux. aucun des groupes ne possédant la majorité absolue; une coalition des réformistes modérés -- dits libéraux -- et des conservateurs devait s'avérer plus stable et donner naissance à ce qu'on appellera le parti libéral-conservateur. Ce parti allait détenir le pouvoir pendant le plus grand nombre d'années: sauf pour l'interruption de deux jours du ministère Brown-Dorion de 1858, il garda le pouvoir de 1854 à 1862. Mais ce parti demeura toujours fragile, la fidélité de ses membres n'étant jamais indéfectible; car certains éléments libéraux du parti se reconnaissaient parfois des affinités avec les réformistes radicaux -- les Clear Grits du Canada occidental et les Rouges du Canada oriental. La balance du pouvoir à l'intérieur du parti était elle-même instable, les électeurs

accordant leur préférence, parfois à un plus grand nombre de conservateurs, parfois à un plus grand nombre de libéraux.

Dans le Canada occidental, le parti des Clear Grits était lui-même fort instable, formé d'un regroupement de trois tendances: ceux qu'on pourrait appeler les "extrémistes" de l'Ouest de la région, fidèles au vieux chef rebelle, William Lyon Mackenzie, à qui s'appliquait exclusivement, au départ, l'appellation de Clear Grits; en second lieu, les libéraux de George Brown, axés sur Toronto; finalement, les modérés de John Stanfield Macdonald, de l'Est de la région. Ces derniers, opposés à une rupture de l'Union, pouvaient être enclins à soutenir le parti libéral-conservateur, soutenant les intérêts plus étroitement régionaux du "Canada central", c'est-à-dire de cette portion du Canada de l'Ouest, autour de Cornwall et le long de l'Outaouais, la plus proche du Canada de l'Est; de même, dans cette dernière section, Louis-Victor Sicotte regroupera quelques réformistes modérés, capables de s'allier tantôt aux Rouges, tantôt au parti libéral-conservateur.

Une des difficultés majeures de la démocratie canadienne allait bientôt prendre le dessus et obscurcir certaines lignes de clivage à cause de la prépondérance de l'opposition entre Francophones et Anglophones. Le recensement de 1851 avait dévoilé que la population du Canada de l'Ouest avait crû plus rapidement que celle du Canada de l'Est et l'avait même dépassée (952,004 contre 890,261). A partir de ce moment, des éléments de plus en plus nombreux de la population du Canada de l'Ouest avaient exigé, au nom du principe de la représentation démocratique, que

le nombre de députés soit proportionnel à la population; le parti des Clear Grits s'était fait le champion de cette cause et avait lancé le slogan: "Rep. by Pop" (représentation selon la population); on dénonça avec de plus en plus de virulence une constitution qui donnait le pouvoir à une minorité de Catholiques francophones, les deux notions se confondant de plus en plus. Au début, les Rouges du Canada oriental, proches des Clear Grits à cause du réformisme qu'ils partageaient avec eux, furent tentés par une solution de cette nature; les plus radicaux d'entre eux exigeaient l'abolition de l'Union, purement et simplement, c'est-à-dire la séparation des deux régions du Canada et le retour à la situation antérieure des deux colonies dissociées du Bas et du Haut Canada; mais, maintenant que le réformiste relativement modéré Antoine-Aimé Dorion exerçait une influence prépondérante sur les Rouges et dirigeait leur parti et que celui-ci était devenu la cible des condamnations de l'Eglise catholique à cause de ses attaques contre cette dernière pour ses intrusions en matière civile et politique, les Rouges avaient accepté un projet de fédération restreinte des deux régions du Canada dans laquelle serait respecté le principe de la représentation proportionnelle; la juridiction du gouvernement central serait minime, déléguée par les gouvernements des deux parties constitutives, chacune gardant le pouvoir dominant; souhaitant se défaire du pouvoir de l'Eglise, Dorion, malgré de fortes réticences, en était venu à accepter la représentativité proportionnelle du gouvernement central, moyennant certaines garanties formelles des droits des Francophones. Ces ententes avaient été élaborées dans le cadre de la coalition Brown-Dorion de 1858, au lendemain de la chute du ministère John A. Macdonald-Cartier sur la question du choix de la capitale du Canada. Le cabinet Cartier-

Macdonald, qui lui succéda deux jours plus tard, invitait Galt, qui exigeait que le gouvernement du Canada se prononce en faveur de la fédération élargie de toutes les colonies britanniques d'Amérique du Nord.

Pas plus que Dorion, George Brown n'était un radical; d'abord indépendant, opposé autant aux Clear Grits qu'aux conservateurs, il s'était peu à peu rapproché des premiers, avait adhéré à leur parti et en avait pris la direction. George Brown cumulait dans ses aspirations celles des volontaristes (séparation de l'Eglise et de l'Etat), des Protestants (contre les Catholiques), de la démocratie américaine (sauf pour l'électivité du conseil législatif, qu'il jugeait incompatible avec la responsabilité ministérielle) et, finalement, probablement les plus fortes d'entre toutes, les aspirations de suprématie du Canada de l'Ouest, y compris les aspirations territoriales: selon lui, les Territoires du Nord-Ouest devaient être rattachés au Canada occidental et celui-ci, par la prépondérance de sa population, devait dominer aussi bien un Canada fédéré qu'un Canada uni; par contre, il s'opposait à une fédération élargie, craignant qu'un rapprochement du Canada de l'Est et des Maritimes n'amoindrisse l'influence du Canada occidental.

Les Rouges s'opposaient tout autant à la fédération élargie, mais pour d'autres raisons; les habitants du Canada oriental y seraient, évidemment, davantage minorisés que dans la petite fédération; Antoine-Aimé Dorion insistait davantage sur l'inutilité de la construction de l'Inter-colonial, son coût trop élevé; il dénonçait le niveau inacceptable de l'aide

accordée par le gouvernement à la compagnie du Grand Tronc et le poids trop lourd de la dette publique qui en avait résulté.

Quant aux Réformistes modérés de John Stanfield Macdonald, attachés aux intérêts régionaux du Canada central, se voyant géographiquement aussi éloignés de Toronto, sinon davantage, que de Montréal et comptant sur l'appartenance économique de leur région à la voie maritime du St-Laurent et, particulièrement, au commerce d'entrepôt de Montréal, ils préconisaient le maintien de l'intégrité du Canada uni, moyennant une réforme mineure de la constitution: celle qui instaurerait le principe de la double majorité; selon ce principe, toute loi du gouvernement du Canada devrait être votée à la majorité de l'ensemble des députés et, en plus, pour une loi qui ne s'appliquerait qu'à l'une ou l'autre des deux régions, à la majorité des députés de cette région.

Le recensement de 1861 allait révéler une progression accrue de la majorité de la population du Canada de l'Ouest (1.396,091 contre 1,111,566). A partir de ce moment, le clivage ethnique deviendra le clivage majeur, le clivage religieux étant confondu avec lui, malgré qu'un respect plus rigoureux de la réalité eut évité une telle confusion: le clivage régional lui-même allait se confondre avec la ligne du clivage prédominant.

5. L'impasse constitutionnelle

Les élections de 1861 avaient été favorables au gouvernement Cartier-Macdonald, mais le parti conservateur, quoiqu'il ait augmenté le nombre

de ses députés dans le Canada de l'Ouest, connaissait une crise interne majeure dans cette région à cause de la faveur grandissante, dans ses propres rangs, du principe de représentativité proportionnelles; par ailleurs, le parti avait perdu un nombre important de députés au Canada de l'Est. A l'ouverture de la session, le gouvernement faillit être mis en minorité précisément sur cette question; il fut renversé quelques semaines plus tard (20 mai) à propos du projet de loi de la Milice, celui-ci emportant, aux yeux de la majorité, des dépenses beaucoup trop considérables.

Le nouveau gouverneur général, Charles Stanley Monck, appela le Réformiste modéré du Canada occidental, John Stanfield Macdonald, à former le gouvernement; celui-ci invita L.V. Sicotte à diriger les Réformistes modérés du Canada de l'Est. La politique de ce gouvernement reposait sur le respect de la constitution de l'Union dans le cadre du principe de la double majorité. Les deux leaders réformistes, Antoine-Aimé Dorion et George Brown, avaient tous les deux perdu leurs élections: ils entretenirent une correspondance dans laquelle Brown, ayant lui-même abandonné le projet de la petite fédération canadienne, proposait à Dorion de former ensemble une nouvelle alliance radicale, fondée sur la représentativité proportionnelle; Dorion avait répondu que ce principe était inacceptable aux électeurs du Canada oriental. L'année suivante, en juin 1861, Dorion avait remporté une élection partielle et, invité par John Stanfield Macdonald, avait accédé au ministère à titre de Secrétaire provincial. L'été de 1862 était celui des grandes négociations avec le nouveau président du Grand Tronc, Edward Watkin, qui demandait une aide supplémentaire du gouvernement du Canada; une aide généreuse lui fut accordée, qui entraîna

la démission de Dorion. Sicotte se rendit même en Angleterre avec les représentants du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse pour discuter du financement de l'Intercolonial, le gouvernement du Canada demandant que le gouvernement impérial accorde sa garantie à un emprunt canadien, garantie que celui-ci, comme en 1858, refusa; ce qui mit fin aux pourparlers.

Entre-temps, le leader des Réformistes radicaux du Canada occidental, George Brown, avait commencé avec John A. Macdonald, jusqu'alors un ennemi irréductible et irréconciliable sur le plan personnel autant qu'au niveau politique, un rapprochement, par personnes interposées, pour un échange de vue sur l'avenir constitutionnel du Canada. Lui aussi, grâce à une élection partielle (mars 1863), avait accédé à l'Assemblée législative.

Durant la session de cette année 1863, le gouvernement présenta un projet de loi sur les écoles séparées (catholiques) du Canada de l'Ouest; malgré qu'une majorité de députés de cette région se soient opposés à ce projet, la loi fut votée grâce à l'appui des députés catholiques, en majorité francophones, du Canada oriental. Il y avait là une contradiction flagrante avec le principe constitutionnel de la double majorité que ce gouvernement préconisait; cela provoqua un tollé au Canada occidental: encore une fois, la population à majorité protestante se voyait imposer un système public d'écoles catholiques par la majorité des députés catholiques de l'autre région du Canada. Sur une motion de confiance présentée par John A. Macdonald, le gouvernement tomba le 8 mai.

Avant de se présenter à de nouvelles élections, le premier ministre sortant, J. Stanfield Macdonald reconstitua son cabinet en écartant certains

modérés, dont Sicotte lui-même, et en invitant quelques radicaux, dont Mowat, Holton et Dorion, celui-ci devenant son associé. A la surprise de plusieurs, cette nouvelle coalition J.S. Macdonald-Dorion remporta les élections de juin 1863; les conservateurs avaient perdu des députés dans le Canada de l'Ouest -- affaiblissant le pouvoir de John A. Macdonald dans son parti; et en avaient gagné dans le Canada oriental -- augmentant l'influence de Cartier.

En février 1864, des pourparlers reprirent entre Brown et John A. Macdonald par l'intermédiaire de C.J. Brydges de la compagnie du Grand Tronc; celui-ci tenta de convaincre Brown qu'on ne pouvait pas développer le Nord-Ouest sans construire en même temps l'Intercolonial vers les Maritimes; Brown fit savoir qu'il serait prêt à discuter d'un projet global incluant le Nord-Ouest, l'Intercolonial, la représentation proportionnelle et l'abaissement des tarifs douaniers.

Le gouvernement avait réussi à passer à travers sa première session de l'automne 1863, mais démissionna le 21 mars 1864, au début de la deuxième session, avant même d'être mis formellement en minorité. Le Gouverneur général entretint des consultations longues et difficiles-- plusieurs se désistant-- jusqu'à ce que Étienne-Paschal Taché accepte son invitation et forme un ministère libéral-conservateur en association avec John A. Macdonald. Avant que le nouveau gouvernement n'entrât en fonction, le 30 mars, George Brown avait proposé à l'Assemblée, le 24, la formation d'un grand comité de 19 personnes, choisies parmi toutes les factions représentées dans la Chambre, pour étudier les possibilités de

porter remède à l'impasse constitutionnelle en s'inspirant du projet présenté par A.T. Galt en 1858. Brown s'était opposé à ce projet six ans auparavant et, aujourd'hui, c'étaient Galt et J.A. Macdonald qui s'objectaient à la formation de ce comité. Pourtant, le comité fut formé: la présidence en fut confiée à Brown; Galt et J.A. Macdonald acceptèrent finalement d'en faire partie. Le comité tint huit séances et fit rapport le 14 juin, le jour où le gouvernement Taché -- J.A. Macdonald devait tomber. Après avoir écarté les solutions extrêmes qui soulevaient trop d'opposition, le Comité concluait qu'un certain consensus s'était fait autour de la forme fédérative, soit pour les deux seules régions du Canada, soit pour l'ensemble des colonies britanniques du Nord.

Sur une motion de blâme présentée par Dorion pour une transaction effectuée cinq ans auparavant, en 1859, impliquant des membres du gouvernement Cartier-Macdonald et la compagnie du Grand Tronc, motion acceptée par deux voix de majorité, le gouvernement fut défait le 14 juin.

Le gouvernement Taché-Macdonald avait été au pouvoir durant dix semaines: aux yeux de presque tous, c'était l'impasse: il y avait eu deux élections en deux ans -- 1861 et 1863 -- et le premier ministre Taché demandait au gouverneur général d'en convoquer une troisième: en 10 ans, depuis 1854, dix coalitions ministérielles s'étaient échangé le pouvoir; la coalition réformiste Brown-Dorion, en 1858, n'avait duré que deux jours. Certains crurent qu'il était temps de trouver une solution définitive.

6. Une semaine de tractations: du 14 au 21 juin 1864.

L'étude des circonstances prochaines d'un événement nous impose de considérer l'évolution dans une durée plus courte, plus trépidante, plus rapide et de nous intéresser davantage à la personne des acteurs eux-mêmes et, en ce qui concerne les décisions politiques, des détenteurs du pouvoir. On doit aussi tenir compte, non seulement des faits dans leur objectivité, mais aussi dans les perceptions subjectives que les contemporains en ont eues; on doit prendre en considération non seulement les intentions réelles qui ont motivé des prises de décision, mais aussi les intentions subjectives que les participants se sont imputées les uns aux autres; finalement, celui qui, pour compléter son information, consulte les ouvrages d'une quinzaine d'historiens qui ont proposé des descriptions et des interprétations diverses de l'événement, doit tenir compte des subjectivités de ces auteurs et, si tant est qu'il en soit capable, de la sienne propre.

Le soir du 14 juin et le matin du 15, Brown rencontra plusieurs Conservateurs et confia à deux d'entre eux, en les autorisant à le faire savoir à J.A. Macdonald et à Galt, qu'il serait prêt à collaborer avec le gouvernement actuel ou avec tout autre gouvernement dans le but de prendre occasion de la crise actuelle pour tenter de trouver une solution permanente au problème constitutionnel du Canada.

Le premier ministre Taché, après avoir consulté le caucus de ses ministres, avait pris la décision de demander au gouverneur général de

convoquer de nouvelles élections; celui-ci connaissait les intentions de Brown et retarda le moment de la convocation. Macdonald, averti des intentions de Brown, reconnut qu'il n'était pas opportun de provoquer des élections. Dans l'après-midi du 15 juin, à l'ouverture de la séance de l'Assemblée, John A. Macdonald demanda un ajournement pour permettre la poursuite des consultations avec le Gouverneur général. John Stanfield Macdonald et Dorion demandèrent qu'on leur fournisse davantage d'informations sur le délai apporté à la démission du cabinet. Brown déclara qu'il fallait laisser au gouvernement tout le temps nécessaire pour décider de la direction qui devait être prise. Les consultations se poursuivirent durant la journée à l'intérieur du cabinet et avec le Gouverneur général et il fut entendu que le gouvernement ne demanderait pas la dissolution.

Le 16 juin, quelques minutes avant la reprise des travaux de l'Assemblée, John A. Macdonald traversa ostensiblement le parquet de la Chambre pour aller s'entretenir avec George Brown et lui demander s'il accepterait de le rencontrer avec A.T. Galt; Brown répondit qu'il accepterait volontiers; les conditions de la rencontre furent établies durant la soirée.

Vendredi, le 17 juin, à 13 heures, John A. Macdonald et A.T. Galt rencontrèrent Brown à sa chambre de l'hôtel St-Louis. De longues négociations commencèrent, qui allaient durer jusqu'au mardi 21 juin. Dans l'après-midi du 17 juin, l'Assemblée fut mise au courant de l'offre de Brown et celui-ci expliqua qu'il lui semblait essentiel de trouver une solution au problème constitutionnel. Deux points majeurs rendirent les discussions difficiles: la nature de la réforme constitutionnelle et la

forme de la collaboration des Réformistes et de Brown lui-même. En ce qui concernait la forme constitutionnelle, Galt et Macdonald proposèrent la confédération de toutes les colonies britanniques de l'Amérique du Nord, tandis que Brown commença par exiger la représentation proportionnelle, puis la fédération restreinte des deux régions du Canada et se rangea finalement aux exigences de Macdonald et Galt.

En ce qui avait trait à la collaboration de Brown et de son parti avec le gouvernement, la négociation fut longue et ardue; au début, Brown désirait rester en dehors du cabinet et se contenter d'assurer l'appui des Clear Grits; Macdonald et Galt insistèrent pour une véritable coalition; Brown finit par accepter, mais exigea que les Réformistes, qui représentaient environ la moitié de la députation, reçoivent six des douzes postes du cabinet, quatre pour le Canada de l'Ouest, deux pour le Canada oriental. Macdonald refusa de concéder plus de trois ministres pour le Canada occidental; Cartier, qui s'était joint au groupe samedi, le 18, et Galt refusèrent catégoriquement que des Réformistes du Canada de l'Est accèdent au ministère; selon eux, les ministres actuels de cette région présentaient suffisamment de garantie et de sincérité et l'inclusion de membres de l'opposition ne causerait que de l'embarras. De nouveau, Brown céda: c'était peut-être la concession la plus lourde de conséquences.

Brown lui-même ne désirait pas entrer au cabinet de coalition: il fut convaincu de le faire à la fois par ses partisans, par les négociateurs conservateurs et par le Gouverneur général. Ainsi, trois Clear Grits, dont Brown lui-même, entreraient au cabinet de coalition; il ne resterait plus

qu'une seule opposition, fortement affaiblie, celle des Réformistes de Antoine-Aimé Dorion; telle était l'entente à laquelle on en était arrivé et que le caucus des députés Clear Grits approuva mardi, le 21; mais ce n'est que mercredi, à peine deux heures avant la reprise des travaux de l'Assemblée, que Brown annonça aux ministres qu'il siégerait lui-même au cabinet.

7. Le 22 juin 1864: la Grande Coalition.

Mercredi, le 22 juin 1864, 15 heures: John A. Macdonald communique à l'Assemblée les résultats des négociations; il en raconte tous les détails. Dorion et Holton posent de nombreuses questions qui constituent à la fois des objections et, parfois, des reproches pour des revirements de politiques. Dorion fait avouer à Macdonald que le projet implique la représentation proportionnelle au niveau du gouvernement central: et il fait avouer à Cartier que le cens électoral continuera d'être fixé par la valeur de la propriété, c'est-à-dire que le vote universel ne sera pas instauré. Il reproche à Brown d'avoir tout sacrifié pour le bénéfice du projet de Confédération, dénonce de nouveau l'inutilité de la construction de l'Intercolonial et souligne comment Brown s'associe avec ceux qu'il a lui-même dénoncés pour leurs extravagances et leurs malversations. Holton parle ensuite, à peu près dans les mêmes termes que Dorion. Galt, pour les conservateurs, et Alexander Mackenzie, pour les Grits, parlent ensuite en faveur du projet et de la coalition.

Enfin, George Brown prend la parole; il reconnaît qu'on peut le taxer d'inconsistance et affirme regretter de rompre avec des amis; mais la gravité de la crise actuelle exige une coalition de toutes les bonnes volontés; il a tout fait pour convaincre Dorion et Holton de se joindre à lui; il a espéré qu'ils participent à son comité sur la réforme constitutionnelle; mais quand ils ont refusé les conclusions du comité, lui, Brown, prenant en considération les droits qui étaient dus au Canada de l'Ouest, a réalisé qu'il ne pouvait négocier qu'avec ses adversaires du ministère; pendant les présentes négociations, il a demandé la coopération de Dorion et Holton qui la lui ont refusée. Il porte hommage à Cartier et à Taché; il affirme qu'on lui a en quelque sorte forcé la main pour qu'il entre au Cabinet, au détriment de ses intérêts personnels.

Par la suite, comme un fruit mur tombe de l'arbre, tout va se précipiter; des observateurs seront envoyés, en septembre, à la conférence de Charlottetown, pour convaincre les représentants des colonies maritimes, qui désirent se fédérer entre elles, d'accepter une plus grande fédération avec le Canada et de venir à Québec, en octobre, pour une conférence durant laquelle seront fixés les termes de la constitution du nouveau pays. Après la conférence de Québec, Terre-Neuve et l'Ile-du-Prince-Édouard se retireront du projet, le Nouveau-Brunswick connaîtra des élections qui porteront au pouvoir une coalition hostile au projet de Confédération, mais, après des interventions de l'Angleterre et du Canada, après l'arrivée du terme de la Réciprocité commerciale avec les États-Unis et après une crise ministérielle et le changement d'opinions de quelques ministres, le gouvernement acceptera, finalement, en 1866, l'entrée du Nouveau-Brunswick

dans la Confédération. En 1865, l'Assemblée législative du Canada entérinera les résolutions de la Conférence de Québec; en 1866, aura lieu la Conférence de Londres et le parlement britannique sera saisi du projet de loi sur l'Amérique du Nord britannique qu'il adoptera le 8 mars 1867. La loi sera accompagnée d'une autre loi autorisant le gouvernement britannique à accorder la garantie impériale à un emprunt du gouvernement du Canada, au montant de \$12,000,000, pour la construction de l'Inter-colonial; cette loi fera expressément référence à la loi de l'Amérique du Nord britannique. Dès 1868, des conversations s'engageront sur le projet de construction d'un chemin de fer vers l'Ouest et en 1869, les négociations entre le gouvernement du nouveau pays et la compagnie de la Baie-d'Hudson permettront l'intégration des territoires du Nord-Ouest et de la Terre de Rupert au Canada et, après la révolte des Métis de la rivière Rouge, la formation de la province du Manitoba (1870); en 1871 la Colombie britannique entrera dans la Confédération, pour être suivie, en 1873, par l'Ile-du-Prince-Édouard.

Apparemment, Brown avait cédé à toutes les exigences de Macdonald et Galt; la confédération s'était faite suivant les termes élaborées par Galt en 1858. Mais, en obtenant la représentation proportionnelle, George Brown atteignait le but qu'il n'avait cessé de poursuivre: donner la prépondérance à l'Ontario. En rompant la solidarité des réformistes des deux sections du Canada et en s'alliant aux conservateurs, il laissait s'ouvrir la porte toute grande à la réalisation des projets de construction ferroviaire par la collusion étroite des hommes politiques et des promoteurs de chemins de fer quand ce n'était pas la confusion de personnes.

La partie la plus importante de la question religieuse pour laquelle il avait mené des luttes si acharnées, l'opposition entre les Catholiques et les Protestants, se résolvait d'elle-même dans la séparation: les Protestants auraient une majorité incontestée dans l'éventuelle province d'Ontario; réciproquement, l'épiscopat catholique de la futur province de Québec trouvait son compte dans cette séparation et dans l'exclusion des réformistes de Antoine-Aimé Dorion, qui formeraient dorénavant une minorité isolée; il suffisait aux évêques qu'on leur assure que les domaines socio-culturels sur lesquels s'exerçait leur pouvoir politique seraient imputés à la juridiction du gouvernement provincial; de la sorte, il leur suffira de demeurer silencieux durant les débats sur la Confédération: quant aux Protestants de ce futur Québec, ils trouveront en Galt le défenseur efficace de privilèges attachés à des villes et à des comtés "protégés".

Mais Brown avait sacrifié les idéaux de démocratie et de réforme sociale qui avaient été les siens jusqu'alors et lui avaient permis de se rapprocher des réformistes de Antoine-Aimé Dorion. En laissant tomber Dorion, tous les grands principes réformistes étaient abandonnés au profit d'une seule idée; la suprématie du Canada de l'Ouest: c'était sa conception profonde de la question nationale. En terminant son intervention à l'Assemblée législative, le 22 juin, il avait exprimé cette proposition:

Je crois être en position de dire à chaque honorable membre de cette chambre: essayons de nous élever au-dessus des petitesse des partis politiques; unissons-nous pour considérer ce projet comme une grande question nationale, d'une manière digne de nous comme peuple.

Ainsi, le programme de réformes démocratiques et sociales était devenu une de ces "petitesses des partis politiques"; sa dignité reposait maintenant sur sa nouvelle définition "d'une grande question nationale".

La loi de l'Amérique du Nord britannique reconnaissait formellement la rupture de la Province unie du Canada:

"art. 6 Les parties de la province du Canada (telle qu'elle existe lors de l'adoption de la présente loi) qui constituaient autrefois les provinces respectives du Haut et du Bas-Canada seront réputées être séparées et formeront deux provinces distinctes. La partie qui constituait autrefois la province du Haut-Canada formera la province d'Ontario et la partie qui constituait la province du Bas-Canada formera la province de Québec.

L'article 142 établissait le mode de partage par arbitrage des propriétés, des actifs financiers et des dettes conjointes des deux provinces et l'annexe quatre précisait les actifs "devenant la propriété commune de l'Ontario et du Québec" que les deux provinces devaient se partager; chacune désignerait un arbitre et le troisième, qui ne devait être domicilié ni en Ontario ni au Québec, serait nommé par le gouvernement fédéral.

On sait quel fut le sort du Québec dans cet arbitrage. En ce qui concernait le partage de la dette (partie de la dette qui dépassait le montant assumé par Ottawa), le juge Charles Dewey Day, l'arbitre désigné par le Québec, proposa que l'on tienne compte de la répartition de la dette au temps du début de l'Union, en 1841, quand le Haut-Canada avait une dette d'environ \$5,800,000. et le Bas-Canada un surplus de près de \$200,000; David L. Macpherson, arbitre de l'Ontario et John Hamilton Gray, du Nouveau-Brunswick, arbitre désigné par Ottawa, s'entendirent sur le

principe du partage de l'actif et du passif selon leur origine et leur localisation. Suivant la comptabilité du juge Day, le Québec aurait dû assumer la somme de près de \$2,100,000.; suivant celle de Macpherson et Gray, \$5,000,000, plus du double. Devant l'incapacité de s'entendre et ce qui lui apparaissait une injustice intolérable, le juge Day démissionna. Les arbitres Gray et Macpherson décidèrent de déposer leur décision en l'absence d'un arbitre du Québec. Le gouvernement du Québec contesta cette procédure devant les tribunaux, mais le Comité judiciaire du Conseil privée de Londres donna raison aux deux arbitres.

Ainsi prenait fin la séparation du Québec et de l'Ontario; et de cette manière commençait leur intégration dans la Confédération et le mode de leur relation réciproque.

Étant donné l'ensemble des causes que nous avons analysées, les plus lointaines comme les plus proches, la Confédération devait se faire à tout prix. Le prix que le Québec dut payer fut considérable: il avait perdu, lors de l'Union, la majorité nécessaire à sa souveraineté. Société distincte par sa langue, sa culture et ses institutions, peuple fondateur, on lui ravissait, dans la Confédération, la qualité indispensable à son développement, celle de l'égalité politique. Comme pour l'ensemble du Canada, la Grande Coalition s'était faite sur la réduction au silence du débat sur un projet de société démocratique.

. . .

Une constitution est un acte majeur, touchant au plus profond des forces vives d'une société; elle précise les règles du jeu de la vie politique et les institutions à l'intérieur desquelles elles seront appliquées; elle désigne les individus et les groupes qui auront droit à la représentation et la voix qui leur sera donnée; elle prononce pour autant des exclusions. Une constitution est l'expression d'une vision de la société et d'un projet de développement (économique, social, culturel); elle est le produit d'une négociation entre plusieurs groupes sociaux, ethniques, religieux auxquels sont reconnus les pouvoirs de représentation et d'expression politique. Une constitution est un traité de paix entre des forces politiques, selon la pondération du pouvoir socio-politique que chacune impose; le projet de société qui en ressort est celui des forces dominantes.

Une constitution sera modifiée lorsque l'équilibre des forces politiques qui la sous-tend sera rompu; la pondération des forces sera compromise par la conquête de pouvoir de la part de nouveaux mouvements, de nouveaux groupes exclus du partage antérieur. Ainsi, par exemple, les Autochtones et les travailleurs comptaient parmi les exclus de la négociation de la constitution de 1871; ils ont, depuis, exprimé un pouvoir sur la société qui empêcherait qu'ils soient exclus d'une nouvelle négociation; le silence des femmes dans les constitutions antérieures laisserait croire que la question de la condition féminine échappe aux constitutions; pourtant, celles-ci reposent toutes sur une conception fondamentale du rôle de la famille et de la reproduction; plus profondément, en définissant le territoire du public, les constitutions délimitent les frontières du public et du privé; elles prononcent pour autant l'exclusion des personnes confinées au privé

par les prescriptions de la culture, c'est-à-dire, en premier, les femmes; les constitutions sont ainsi fidèles à la distinction économique entre le secteur marchand et le secteur non marchand, le non marchand, i.e. le privé, étant le lieu de l'échange hors marché des biens et services, c'est-à-dire de l'ensemble des activités non rémunérées dont les productions sont exclues du calcul du produit intérieur brut; en premier lieu, bien sûr, l'activité des femmes: il n'est pas surprenant que ces constitution n'aient pas accordé aux femmes le droit de vote. Or, par suite des luttes menées par les mouvements de femmes, le caractère patriarcal de nos sociétés s'est révélé et notre culture en a été profondément transformée: un pouvoir s'est réyéélé qu'un nouveau traité de paix ne pourrait ignorer.

Une constitution doit aussi tenir compte de l'état du monde extérieur dans lequel se situe la communauté nationale et de la nature, de la direction et du mode des relations qu'elle entend entretenir avec l'extérieur; tout cela dépend du projet de société qu'elle veut poursuivre et n'entraîne pas d'emblée l'unanimité de tous les groupes d'intérêt (et de pouvoir) qui la composent. La négociation d'une constitution pour un Québec souverain devra porter sur les relations politiques, militaires, commerciales et financières non seulement avec le Canada, mais aussi avec les États-Unis, les pays de la Francophonie, les institutions des Nations-Unies, le Commonwealth britannique, les autres pays des Amériques, etc. Elle devrait aussi envisager les effets de l'intrusion dans notre droit des principes du droit américain par l'enchâssement de la déclaration des droits de la personne dans la constitution (s'il devait se faire).

Les constitutions définissent le rôle de l'État, l'étendue de ses interventions et les niveaux de décentralisation de son activité; elles fixent les modes de financement de cette activité, c'est-à-dire les pouvoirs de taxation et la nature des taxes imposées aux citoyens.

Rien ne permet de présumer qu'un consensus sur l'ensemble de ces problèmes serait acquis d'emblée.

Étant donné la nature et les fondements d'une constitution, la négociation d'un nouveau pacte social ne peut se faire par un rassemblement national excluant les divergences de partis politiques, c'est-à-dire en muselant certains pouvoirs au profit d'autres pouvoirs, comme cela se produisit dans la Grande Coalition du 22 juin 1864. Il faut au contraire permettre le débat le plus large pour que toutes les forces socio-politiques participent à l'élaboration du nouveau pacte social.

Il n'en va pas de même pour la proclamation de l'indépendance nationale; c'est une opération d'une nature particulière. Plus qu'un acte fondateur, elle est un acte de genèse; elle est antérieure à la constitution, car un peuple se dote d'une constitution après avoir été capable d'affirmer sa personnalité, sa souveraineté, son indépendance. Chronologiquement, les deux opérations doivent être séparées l'une de l'autre, comme elles le furent normalement dans l'histoire: c'est par des guerres, des révolutions ou par des décisions de métropoles coloniales que des nations ont acquis leur autonomie et ont été capables de prononcer leur indépendance. Au point d'arrivée d'aujourd'hui dans l'évolution historique du Canada, le Québec croit pouvoir déclarer de lui-même son indépendance: il faut

laisser à cette opération la plénitude de sa signification: elle doit être séparée de la préparation de la constitution.

Les deux opérations n'ont pas la même signification politique: des groupes différents peuvent partager le désir de souveraineté nationale et s'unir dans la volonté de prononcer l'indépendance de la nation tout en s'opposant dans l'expression d'un projet de société devant servir de fondement à la constitution. Confondre les deux opérations en un seul acte simultané risque de faire échouer soit le mouvement d'indépendance, soit l'expression démocratique d'un nouveau pacte social: car les alliances possibles pour l'une et l'autre les deux opérations portent sur des enjeux fondamentalement différents, chacun d'une nature spécifique. Seule la proclamation d'indépendance peut faire l'objet d'une invitation au regroupement national; y adjoindre un projet de constitution risque de nous faire retomber dans la confusion et l'imposture du 22 juin 1864.

L'histoire est science du présent; la connaissance du passé se nourrit de nos inquiétudes et donnent réponses à quelques-unes de nos interrogations.

Alfred Dubuc
professeur d'histoire et
d'économie politique
UQAM

BIBLIOGRAPHIE

Les ouvrages suivants ont servi à la préparation immédiate de ce travail:

- BERNARD, Jean-Paul, Les Rouges. Libéralisme, nationalisme et anticléricalisme au milieu du XIX^e siècle. Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1971.
- CARELESS, J.M.S., Brown of the Globe, 2 vol., Toronto, Macmillan, 1959. Vol. I. The Voice of Upper Canada, 1818-1859; Vol. II, Statesman of Confederation, 1860-1880.
- CARELESS, J.M.S., The Union of the Canadas. The Growth of Canadian Institutions, 1841-1857, Toronto, McClelland & Stewart, 1967.
- CHAPAIS, Thomas, Cours d'histoire du Canada, 8 vol., Trois-Rivières, Éditions du Boréal Express, 1972; vol. 8: 1861-1867.
- CORNELL, P.G., The Alignment of Political Groups in Canada, 1841-1867, Toronto, University of Toronto Press, 1962.
- CREIGHTON, Donald, The Road to Confederation. The Emergence of Canada, 1863-1867, Toronto, Macmillan, 1964.
- CREIGHTON, Donald, John A. Macdonald le 1^{er} premier ministre du Canada, traduit de l'anglais, 2 vol., Montréal, Éditions de l'Homme, 1981: vol 1.
- CURRIE, A.W. , The Grand Trunk Railway of Canada, Toronto, University of Toronto Press, 1957.
- GROULX, Lionel, Histoire du Canada français depuis la découverte, 4^e édit., 2 vol., Montréal, Fides, 1960; vol. II: Le régime britannique au Canada.
- HAMELIN, Marcel, Les premières années du parlementarisme québécois (1867-1878), Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1974.
- McPHERSON, James M., Battle Cry of Freedom. The Civil War Era, New York, Oxford University Press, 1988. (6^e volume de la collection The Oxford History of the United States)
- MORTON, W.L., The Critical Years. The Union of British North America, 1857-1873, Toronto, McClelland & Stewart, 1964.
- RYERSON, Stanley V., Capitalisme et Confédération, traduit de l'anglais. 2^{ième} édition. Montréal, Parti-pris, 1978.

SEMMELE, Bernard. The Rise of Free Trade Imperialism. Classical Political Economy, the Empire of Free-Trade and Imperialism, 1750-1850. Cambridge, At the University Press, 1970.

SKELTON, O.D., The Life and Times of Sir Alexander Tilloch Galt. Toronto, Oxford University Press, 1920.

SOULARD, J.-L. "Esquisse biographique et pensée politique d'un adversaire de la Confédération: Antoine-Aimé Dorion, chef du parti rouge (1818-1891)", thèse M.A. (Histoire). Université Laval, 1976.

STACEY, C.P., Canada and the British Army, 1846-1871. A Study in the Practice of Responsible Government. Edition révisée. Toronto. University of Toronto Press, 1963 (1936).

STEVENS, G.R., Canadian National Railways. 2 vol. Toronto. Clarke. Irwin. 1960; Vol. I, Sixty Years of Trial and Error (1836-1896).

STEVENSON, Garth. Unfulfilled Union. Toronto, Macmillan, 1979.

TULCHINSKY, Gerald J.J., The River Barons. Montreal Businessmen and the Growth of Industry and Transportation, 1837-1853. Toronto. University of Toronto Press, 1977.

VAUGEOIS, Denis, L'Union des deux Canadas -- Nouvelle conquête?, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1962.

WINCKS, Robin W., Canada and the United States. The Civil War Years. Montreal, Harvest House, 1971.

YOUNG, Brian, George-Étienne Cartier, bourgeois montréalais, traduit de l'anglais, Montréal, Boréal Express, 1982.

Les biographies des principaux hommes politiques et des hommes d'affaires les plus importants ont été consultées dans les volumes IX, X, XI et XII du Dictionnaire biographique du Canada.